

PROBLEMS OF THE 20TH CENTURY

Tomasz Szarota

LES JUIFS DE POLOGNE ET DE VARSOVIE DANS LA RÉSISTANCE COMMUNISTE À PARIS SOUS L'OCCUPATION

Chaque historien conçoit différemment le sens de son travail. Nous nous efforçons tous, bien entendu, de faire en sorte que les résultats de nos investigations enrichissent dans une certaine mesure la connaissance du passé et en favorisent une intelligence plus complète. Les différences apparaissent dans les objectifs en quelque sorte ajoutés que l'on s'assigne. Pour ma part, ce qui m'importe c'est de battre en brèche des clichés invétérés. Le présent texte est animé de ce désir, c'est qu'il évoque un Paris combattant et pas seulement "chantant sous l'occupation" ou collaborant avec l'occupant; il met en scène les Juifs ou les gens d'origine juive ayant activement participé à ce combat, et invite à un débat sur l'activité des communistes français entre l'été 1940 et le déclenchement de la guerre soviéto-germanique en juin 1941¹.

¹ L'opinion est de nos jours générale que les communistes français, à la suite du pacte Ribbentrop-Molotov, non seulement n'ont entrepris jusqu'au déclenchement de la guerre germano-soviétique, aucune action contre l'occupant, mais qu'au contraire ils ont engagé une collaboration avec l'envahisseur. Le grand argument à l'appui de cette thèse, c'étaient les tentatives d'obtenir de l'occupant l'autorisation d'une réparation de l'organe de presse du parti communiste. Effectivement, de telles tractations se sont ouvertes le 17 juin 1940 et ont duré plusieurs semaines. Il s'est même conservé la morasse du numéro de "Ce soir" en date du 8 juillet 1940 (les Allemands n'ayant pas accepté l'ancienne appellation de "L'Humanité"). Ayant pris connaissance de la documentation relative à cette

Cet article, je ne l'aurais vraisemblablement jamais écrit si, il y a des années, en rassemblant de la documentation en vue d'une étude comparée sur Paris et sur Varsovie en tant que deux capitales sous l'occupation allemande, je n'étais pas tombé sur le livre de Serge Klarsfeld et Léon Tsevery *Les 1007 fusillés du Mont-Valérien parmi lesquels 174 Juifs*, paru en France en 1995². Il y a lieu de préciser que Serge Klarsfeld allie en sa personne les préoccupations de Władysław Bartoszewski à celles de Simon Wiesenthal, dans la mesure où il s'occupe depuis des années de la documentation de la tragédie d'extermination des Juifs ayant vécu en France, et en même temps poursuit les auteurs des crimes dont ils furent les victimes³. Situé dans la région parisienne, le Mont-Valérien c'était un lieu d'exécutions, combien semblable à celui de Palmiry dans la région varsoviennne. Toutefois autant à Palmiry les victimes c'étaient des Polonais, représentants de l'intelligentsia polonaise censée être l'artisan potentiel d'une résistance antiallemande, autant au

question, j'en suis venu à conclure que les deux parties comptaient chacune rouler l'autre et parvenir à ses objectifs, mais elles ont fini par y renoncer au bout d'un temps. Cf. D. P e s c h a n s k i, *La demande de parution légale de "l'Humanité" (17 juin 1940 - 27 août 1940)*, "Le Mouvement social" 1980, N° 113, pp. 67-89. Les textes de ce numéro de "Ce soir" ont été reproduits par R. Bourderon, G. Willard dans "Cahiers d'Histoire de l'Institut de recherches marxistes" 1983, N° 14, pp. 168-172. C'est du 19 juillet 1940 que date une instruction du Comintern au Parti Communiste Français où il est déjà formellement question du besoin de susciter "une résistance passive des larges masses et sous toute forme contre envahisseurs"; ce texte a été publié dans la revue citée plus haut de 1993, N° 52-53, pp. 231-232. Analysant ce document, Stéphane Courtois souligne qu'au lieu d'une lutte armée, le moyen recommandé n'était qu'une résistance passive (ce qui me fait penser aux reproches du Parti Ouvrier Polonais (communiste) à l'adresse de l'Armée de l'Intérieur en 1942). Cf. *Un été 1940. Les négociations entre le PCF et l'occupant allemand à la lumière des archives de l'Internationale communiste*, "Communisme" 1992-1993, N° 32-34, pp. 85-127. Les rapports de police que j'ai compulsés, ceux des Renseignements Généraux portant sur Paris, confirment en même temps l'activité antinazie des communistes, en attendant principalement de propagande, à partir de l'été 1940. C'est également à l'époque que commença leur répression.

² Le livre comprend la liste des fusillés, d'abord dans l'ordre chronologique, puis alphabétique, suivie d'une liste nominative des fusillés juifs. Là, parmi les 174 victimes, se sont trouvées 62 personnes nées en Pologne (35,6%) dont 21 à Varsovie.

³ Serge Klarsfeld est l'auteur d'un ouvrage monumental, *Mémorial de la Déportation des Juifs de France* et d'une étude en deux volumes assortie de la publication de documents fondamentaux: *Vichy-Auschwitz. Le rôle de Vichy dans la solution finale de la question juive en France*. Dans la quête des auteurs de crimes, il est secondé par son épouse Beata.

Mont-Valérien, à côté des vrais résistants, les fusillés c'étaient des otages — communistes et Juifs.

Il y a aussi des différences entre les deux lieux d'exécutions. Parmi les quelque 1700 fusillés à Palmiry entre décembre 1939 et mai 1942, on est parvenu à n'identifier, c'est-à-dire nommer, que quelque 860 victimes, mais même dans leur cas, outre le nom et le patronyme, on ne dispose pas de précisions sur leur qualité⁴. Cependant à Paris, grâce à une documentation pédantesque des autorités d'occupation allemandes, nous savons non seulement qui étaient la plupart des fusillés, quand et où ils étaient nés, mais encore l'heure exacte de l'exécution. La première qui a été notée la date du 1^{er} janvier 1941, la dernière — du 15 juin 1944.

En compulsant le livre de Klarsfeld et Tsevéry, je me suis attardé sur la liste des fusillés au Mont-Valérien du 15 décembre 1941. Je me suis mis à noter en marge les personnes nées en Pologne, en marquant additionnellement celles qui l'étaient à Varsovie. J'avoue que le résultat était frappant: parmi les 69 victimes, 36 étaient nées dans notre pays dont 15 à Varsovie⁵. L'étude de l'histoire de Paris sous l'occupation m'a convaincu que cette exécution avait un caractère particulier de propagande.

Les autorités allemandes d'occupation tenaient à montrer que les représailles consécutives aux attentats perpétrés, visaient les milieux dont étaient issus leurs auteurs, et non l'ensemble de la société française⁶. La date du 14 décembre se lit au bas de l'avis signé par le général Otto von Stülpnagel, paru le lendemain dans la presse et faisant état de nouveaux attentats perpétrés par des jeunes "à la solde des Anglo-Saxons, des Juifs et des bolchéviques". Suite à quoi, les Juifs résidant en France se sont vu imposer une contribution d'un milliards de francs; en outre, l'avis

⁴ Cf. W. Bartoszewski, *Warszawski pierścień śmierci (Anneau varsovien de la mort)*, 2^e éd., Warszawa 1970.

⁵ S. Klarsfeld, L. Tsevéry, *Les 1007 fusillés du Mont-Valérien parmi lesquels 147 Juifs*, Paris 1995, pp. 42-44.

⁶ Peu connu est le fait qu'Hitler ayant appris l'attentat du 20 octobre 1941 à Nantes ne l'imputa nullement aux communistes. Keitel a transmis à Paris les conclusions suivantes: "Le fait nous prouve que l'Anglais toujours en force est actif en France. Le Führer exige de punir le fait le plus sévèrement. Il faut que les Français demandent à genoux les Anglais de cesser leurs agissements", Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP). Cachan près de Paris, microfilm A-109, cadre 4239 (matériaux d'Alexandrie). Les rapports de police indiquaient les communistes comme auteurs de l'attentat; les suggestions de diriger contre eux les représailles venaient aussi de Vichy.

portait à la connaissance publique la déportation vers des camps de travail dans l'Est d'éléments juivo-bolchéviques, et annonçait l'exécution de 100 Juifs"⁷. Le jour de la parution de cet avis dans la presse, la menace a été accomplie, par l'exécution, certes, d'un nombre moins élevé d'otages, mais sans que la liste des victimes n'embrassât que les Juifs, pour ne nommer que l'éminent militant communiste tué dans cette exécution-là, Gabriel Péri⁸.

Grâce à un autre ouvrage de Klarsfeld, *Le livre des otages*, nous savons la raison de l'inscription, dans la liste des otages, de 48 personnes parmi les 69 fusillés ce jour-là au Mont-Valérien. Des documents allemands mis à profit par Klarsfeld, l'on apprend en quoi étaient fautifs 14 d'entre les 15 fusillés auxquels j'attribue la qualité de Varsoviens en raison de leur lieu de naissance. Ainsi, Albert Borenheim était membre du parti communiste en illégalité et s'occupait de la distribution des brochures éditées par cette formation politique; Israël Bursztyn avait été, en son temps, administrateur d'une feuille communiste; Israël Eszenbaum, propagandiste communiste, a été qualifié d'"élément suspect"; Nathan Fuks, a mérité la qualification "d'élément douteux et indésirable. Nuisible au bon moral de la nation". Sous le nom de Joseph Grinblat figurait l'annotation: "membre de l'ex-parti communiste, Propagandiste"; Icchak Klajnfinger (...) "communiste, trafiquant suspect"; Szlama Knapajs c'était (...) "communiste, propagandiste actif, élément dangereux"; Szulschmil Koremblum s'est vu reprocher l'appartenance à une association juive à Belleville, le même grief a été retenu contre Israël Mardefeld; David Młynarz était celui à qui l'on a reproché d'appartenir à un comité chargé de mettre sur pied une IV^e Internationale; Simon Nebel (ou Nadel) s'est vu reprocher d'avoir été trésorier de l'association déjà mentionnée à Belleville; Aron Szczypior a été qualifié de "sympathisant communiste, susceptible de se livrer à la propagande"; Elia Zysman s'est vu reprocher la distribution de brochures communistes⁹.

Il y a lieu de préciser que, conformément à un arrêté des autorités allemandes d'occupation, en date du 14 août 1941,

⁷ "Le Matin" 1941, du 15 décembre.

⁸ Gabriel Péri fut arrêté le 18 mai 1941 dans des circonstances assez ambiguës; il n'est pas exclu qu'il fût trahi par des camarades. Cf. G. Lévy, *Drames et secrets de la résistance. Des ombres enfin dissipées*, Paris 1984.

⁹ S. Klarsfeld, *Le livre des otages*, Paris 1979, pp. 36-44.

interdisant le parti communiste, les personnes qui s'occupaient de la diffusion d'une propagande communiste ou qui, de quelque manière que ce fût, favorisaient les agissements de communistes, ennemis des Allemands, encouraient la peine de mort¹⁰. Après l'attentat du 21 août dont il sera question dans la suite de ce texte, le commandant allemand de Paris, le général Ernst Schaumburg, agissant au nom du gouverneur de la France sous l'occupation- le général Otto von Stülpnagel, a promulgué une déclaration aux termes de laquelle, à partir du 23 août 1941, tous les Français arrêtés par les autorités allemandes ou qui leur ont été indiqués, seraient tenus pour otages¹¹. Un peu plus tard, le 28 septembre 1941, le Militärbefehlshaber en personne a signé ce qu'on a appelé les "codes des otages" soit une instruction circonstanciée sur l'application, en territoire de la France, du principe de responsabilité collective et des critères de sélection des otages à placer devant le peloton d'exécution¹².

Je présume que la grande majorité des victimes de l'exécution du 15 décembre 1941, plutôt que d'avoir diffusé de la propagande communiste, étaient simplement en possession d'un tract, d'une feuille ou d'une brochure communistes trouvés chez eux lors d'une perquisition. Il y a lieu de présumer qu'effectivement, ces gens constituaient l'arrière-fond social de la résistante communiste, ce qui n'équivalait pourtant pas à un engagement actif dans l'activité clandestine. Il en fut autrement des résistants communistes dans Paris sous l'occupation, dont il sera question ci-après.

Je commencerai par un personnage inconnu en Pologne dont la mort se rattache directement à l'événement tenu généralement pour liminaire dans l'histoire de la Résistance française. Il s'agit de Samuel Tyszelman né en 1921 à Puławy, arrêté pendant une manifestation communiste le 13 août 1941 à Paris, fusillé six jours plus tard et vengé par Pierre Georges, un ami (qui sera plus

¹⁰ Cité après A. Ouzoulias, *Les fils de la nuit*, Paris 1975, p. 119. Notre compatriote vivant à Paris, Andrzej Bobkowski, nota ce jour-là dans son journal: "Des affiches ont été placardées sur la dissolution du parti communiste en France. N'est-ce pas tard?". Cf. A. Bobkowski, *En guerre et en paix. Journal 1940-1944*, traduit du polonais *Szkice piórkiem, Francja 1940-1944 (Esquisses à la plume — la France 1940-1944)*, 1^{re} partie, Londyn 1985, p. 250.

¹¹ Le fac-similé de cette avis, cf. P. Bourget, Ch. Lacretelle, *Sur les murs de Paris 1940-1944*, Paris 1959, p. 70.

¹² Le texte est publié et analysé par H. Luther, *Der französische Widerstand gegen die deutsche Besatzungsmacht und seine Bekämpfung*, Tübingen 1957, pp. 175-177.

tard le légendaire colonel Fabien), auteur d'un attentat le "Marine Hilfsassistent" Alfons Moser qu'il descendit le 21 août 1941 dans la station de métro Barbès-Rochechouart¹³.

On ne sait que peu de choses à propos de Tyszelman. Sa famille s'établit à Paris quand il avait trois ans; au bout d'un laps de temps il obtint la nationalité française ayant appris la langue et la culture de sa nouvelle patrie. Un auteur français écrira qu (...) "il fut un des tout premiers des combattants de la Résistance et qu'il paya de sa vie ce rôle de précurseur"¹⁴. En fait, Tyszelman faisait partie d'un premier groupe de l'"Organisation spéciale", prédécesseur de la formation des Francs Tireurs et Partisans Français (FTP). Arrêté avec cinq autres personnes pendant la manifestation évoquée du 13 août, il fut fusillé avec le communiste français Henri Gautherot le 19 août 1941 dans le forêt de Verrières-le-Buisson¹⁵ près de Paris. Placardé dans la capitale, la sentence de la Cour militaire faisait état de la condamnation à mort du Juif Szmul Tyszelman et du Parisien Henri Gautherot pour "aide à l'ennemi" par leur participation (...) "à une manifestation communiste dirigée contre les troupes allemandes d'occupation"¹⁶. Pierre Georges, après avoir tiré sur Alfons Moser, et

¹³ L'on admet généralement que c'était le premier attentat contre un officier allemand à Paris sous l'occupation. En fait, le premier officier fut abattu le 13 août 1941 près de la Porte d'Orléans par Maurice de Berre et Albert Manuel. Cf.: A. Ouzoulias, *op. cit.*, p. 115 (avec une date erronée); G. Brustlein, *Le chant d'amour d'un "terroriste à la retraite"*, Paris 1989, p. 116 (avec une date juste). A. Moser fut cependant le premier à avoir été tué d'une arme à feu, et ce sous les yeux de nombreux témoins. Dans la station de métro Barbès-Rochechouart (direction: Porte d'Orléans) est installée une vitrine mémorisant l'attentat de Fabien. On y trouve l'heure inexacte de ce fait d'armes — tous les rapports s'accordant pour 8 h. 05.

¹⁴ D. Diamant, *Héros juifs de la résistance française*, Paris 1962, pp. 25-27. Le même, *Combattants, héros et martyrs de la résistance*, Paris 1989, pp. 19-21. A. Ouzoulias écrit que le 2 août 1941, Samuel Tyszelman avec Charles Wolmarck et Elia Wallach ont fabriqué le premier kilogramme de la dynamite pour la résistance communiste. Cf. A. Ouzoulias, *Les bataillons de la jeunesse*, Paris 1967, p. 87.

¹⁵ Il résulte d'un rapport du préfet de police de Paris, François Bard, que lors de l'incident, Tyszelman a frappé et Gautherot a blessé un soldat allemand, Archives Nationales (AN), jeu AJ40, boîte 881, dossier 9, c. 12-14. En 1983, la soeur de Samuel, Fleur, a fait une relation sur la convocation à La Santé (prison) par les Allemands de la mère et d'elle-même pour une dernière entrevue de leur fils et frère. C'est en vain que les deux femmes, en proie au désespoir, cherchaient à se faire admettre par le commandement allemand pour l'implorer de le laisser en vie. D. Diamant, *Combattants*, p. 21. Le lieu d'exécution est indiqué par H. Noguères, M. Degliame-Fouché, J.-L. Vigier, *Histoire de la Résistance en France de 1940 à 1945*, vol. 2, Paris 1969, p. 73.

ayant retrouvé non loin du Sacré-Coeur Gilbert Brustlein, son complice, lui aurait dit: "Maintenant, Titi est vengé"¹⁷. Il vaut la peine de préciser que cet attentat devait précéder une série d'autres, annoncée par une mise en garde adressée au général Stülpnagel, placardée et distribuée par les communistes sous forme de tracts. La condamnation de Tyszelman et de Gautherot devait coûter la vie à 20 officiers allemands¹⁸. De nos jours, la maison qu'habitait Salomon Tyszelman (45, rue Turenne dans le Marais, non loin de la place des Vosges) porte une plaque commémorative qui l'évoque¹⁹.

Le lendemain de l'attentat, les autorités allemandes ont promulgué l'arrêté que j'ai évoqué plus haut et qui instituait otages tous les Français en état d'arrestation, pour des raisons politiques. Les autorités de Vichy, par leur représentant à Paris, tendaient à ce que les représailles consécutives à l'attentat frappent les communistes, tandis que les Allemands tenaient à ce que la responsabilité²⁰ en fût assumée par les Français. Hitler, ayant appris l'attentat, piqua un accès de rage. Le chef de la gestapo à Paris, Karl Boemelburg réclamait la désignation de 100 otages, l'exécution sur-le-champ de 50 d'entre eux, et l'exposition de leur corps sur la Place de la Concorde²¹! Le 27 août 1941, un comité de 5 juges mis sur pied en hâte comme Section Spéciale près la Cour d'appel de Paris a condamné à mort trois communistes. Le lendemain, dans la prison La Santé, ont été guillotines Emile Bastard, André Brechet et Abraham Trzebrucki²².

¹⁶ Fac-similé, dans: F. Bourget, Ch. Lacrosette, *op. cit.*, p. 64.

¹⁷ A. Ouzoulias, *Les fils*, p. 118; Cf. aussi G. Brustlein, *op. cit.*, p. 113.

¹⁸ Le texte de l'"Avis au Général von Stülpnagel", trouvé par la police d'Asnières proclamait: "A partir de ce jour, conformément au décret de la justice populaire, 10 officiers allemands répondront de la vie d'un jeune patriote français. 20 officiers allemands seront exécutés dans la semaine du 19 au 26 août pour venger la mort de Gautherot et Tyszelman". AN, AJ40, boîte 877, dossier "Polizeiberichte der französischen Polizei" (rapport en date du 29 août 1941).

¹⁹ Le texte de la plaque que j'ai copiée, proclame: "Ici demeurait Tyszelman Samuel dit «Titi», né le 1^{er} janvier 1921, fusillé par les Allemands le 19 août 1941. Mort pour la France. Gloire à sa mémoire".

²⁰ Pour plus de détails cf. H. Villerey, *L'affaire de la Section Spéciale*, Paris 1973; L. Blaiman, *La Section Spéciale 1941-1945. Contribution à l'étude de la justice vichyssoise*, Paris 1993 (ouvrage de maîtrise).

²¹ Cf. L. Blaiman, *op. cit.*, p. 48 (Sur la base des dépositions d'après-guerre de Jean-Pierre Ingrand, délégué du Ministère de la Justice de Vichy dans la zone occupée).

²² A propos de A. Trzebrucki et sa famille cf.: D. Diamant, *Héros juifs*, p. 32.

Ce dernier était né à Siedlce en 1884. Son père était fabricant de savon. J'ignore la date de l'émigration de sa famille de Pologne en France. A Paris, Abraham Trzebrucki devint chapelier et militant syndical de la profession. Au début de 1941, il a été arrêté et condamné à 5 ans de prison pour colportage de tracts anti-nazis. Le fait qu'il a été sélectionné comme un des trois à payer de sa vie l'attentat de "Fabien" était fortuite. La femme de Trzebrucki, Bella, périt dans un camp de concentration; leurs descendants vivent en France.

Quelques mois après la mort de Tyszelman et de Trzebrucki, d'autres communistes juifs originaires de Pologne eurent à donner leurs vies comme membres de la Résistance en France. Le 25 avril 1942, dans un laboratoire chimique clandestin au septième étage de la maison au 49, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, a explosé une bombe en fabrication²³, tuant sur place deux Juifs polonais munis de faux papiers: Saul (Salek) Bot et Hersz Zimmerman. Peu après, la police a arrêté tout un groupe de personnes en accointance avec les deux. La plupart d'entre elles étaient nées en Pologne: Masza Lew, Joseph Bursztyn, Nathan Dyskin, Samuel Nadler, Bronisław Lecki, Stanisław Toporowski²⁴ et Zygmunt Brajlowski. Seul ce dernier fut qualifié par les Allemands de non Juifs; comme en témoigne la liste des personnes à fusiller où, dans la rubrique "race" il est noté à propos de lui — "aryenne". En fait, Brajlowski était d'origine juive. Son vrai était Kratko. Il était né, tout comme la fiancée de Saul Bot, Masza Lew — à

(erreur quant au lieu de naissance — Mińsk Mazowiecki, et l'ortographe erronée, fréquente dans les textes français — Trzebrucki, erreur reproduite sous la photo publiée); à propos de sa famille: H. Villeré, *op. cit.*, p. 373.

²³ Cf. Le rapport de police au sujet de cet événement: Archives de la Préfecture de Police à Paris. Rapports de quinzaine des Reneseignements Généraux du 4 mai 1942.

²⁴ D. Diamant publie de courtes biographies dans *Héros juifs*; de Hersz Zimmerman, né en 1910 à Stryj (p. 54); de Salek Bot, né en 1919 à Lublin; de Joseph Bursztyn, né en 1910 à Lublin (pp. 93-95); de Mounie Nadler, né en 1908 à Gliniany (p. 91); de Nathan Dyskin, né en 1912 à Tomaszów (p. 95). Au sujet de Bronisław Lecki, né en 1909 à Kielce, cf. D. Diamant, *Combattants*, pp. 84-85. Dans le relevé préparé le 7 août 1942 par le commandant de Sipo et SD à Paris, il y a les données personnelles notamment de Zygmunt Brajlowski, Joseph Bursztyn (Bernstein), Nathan Dyskin, Bronislaw Lecki, Samuel Nadler, Stanislaw Toporowski (né en 1903 à Pińczów, professeur d'université). En publiant ce document, Klarsfeld écrit dans l'annotation: *manoeuvre* soit travailleur manuel. (Cf. S. Klarsfeld, *Liures des otages*, pp. 85, 87, 123-125, 128).

Varsovie²⁵. Hors d'elle, tous les autres nommés plus haut ont été fusillés au Mont-Valérien le 11 août 1942.

L'amitié de deux garçons nés à Varsovie — Maurice Fererman (né en 1921) et Maurice Feld (né en 1924) est passée dans la légende de la Résistance parisienne. Le commandant des Bataillons de la jeunesse, Albert Ouzoulias²⁶, dira à propos des deux — "inséparables". Pendant une de leurs actions communes, Feld n'a pas eu le temps de se retirer et a été capturé. Feferman vola à son secours, il ouvrit le feu sur les policiers et son ami a pu prendre la fuite²⁷. Le 2 décembre, dans le boulevard de Magenta, ils ont réalisé un attentat, blessant le docteur Joseph Kerscher, un médecin militaire allamand²⁸. Quelques mois plus tard, ils se sont rendu compte d'avoir la police à leurs trousses. N'empêche, ils ont résolu d'assaillir un hôtel, square Montholon, occupé par la Wehrmacht. Ainsi qu'il ressort d'un rapport de police, au coin de la rue Bleue et de celle du Faubourg Poissonnière, s'est produit un affrontement avec la police. Blessé, Feld fut aussitôt arrêté, et pour ce qui était de Feferman, également blessé, il a saisi une bicyclette laissée par quelqu'un, et s'est mis en fuite. Pris en chasse sous le feu, il a gagné la rue des Petites Ecuries; là, assailli, il a tenté de se suicider pour ne pas tomber entre les mains de bourreaux; en se réservant la dernière balle de son pistolet et en avalant du poison. Il est mort le lendemain, transporté à l'Hôtel-Dieu. Dans toutes les publications, la date de sa mort est confondue avec celle de sa dernière action²⁹. Le veston de Feferman, pieusement conservé, porte 23 trous de balles³⁰. Une plaque

²⁵ Selon les précisions de la police, Zygmunt Brajlowski était né en 1921 à Varsovie, était célibataire, à Paris, il demeurait au 30, rue Jacob, soit au coeur du Quartier Latin. Voici ce qu'écrit à son propos David Diamant: "Que sait-on de Zygmunt Kratko sauf que sous le nom de Brajlowski, il tomba sous les balles des nazis, combattant et martyr pour que vive la France? On sait seulement que ce jeune Juif de Varsovie était venu à Paris pour poursuivre des études d'ingénieur. Dans la France occupée, il fut parmi les premiers à s'engager dans une unité de FTP et c'est au cours d'une action que la Gestapo parvint à l'arrêter. Il devait être fusillé en août 1942 avec d'autres résistants", *Héros juifs*, p. 96.

²⁶ A. Ouzoulias, *Les bataillons*, pp. 269-271.

²⁷ Cf. D. Diamant, *Héros juifs*, pp. 60-62; Le même, *Combattants*, pp. 48-50.

²⁸ Le rapport qui s'est conservé de Geheime Feldpolizei en date du 3 décembre 1941, parle de trois auteurs qui se sont enfuis. Cf. IHTP, microfilm A — 109 (sans numérotage des pages).

²⁹ Les rapports de police dans le rapport des Renseignements Généraux du 11 mai 1942. Cf. AN, AJ40, boîte 876, dossier 4; boîte 882, dossier 2, c. 23-24.

³⁰ Dans *Combattants*, p. 16, D. Diamant publie une photo de ce veston troué

commémorative perpétue son nom à l'endroit où il est tombé; une autre figure sur la maison qu'habitait Maurice Feld; ce dernier fusillé le 22 août 1942³¹. La lettre d'adieu à sa soeur, en détention comme lui, il l'a terminée par ces mots: "Ton frère Maurice qui meurt pour une France libre"³². Sa tombe au cimetière d'Ivry que j'ai vue en 1997, n'est pas marquée à l'Etoile de David³³.

Autant dans les années 1941-1943, aux actions à main armée des "Bataillons de la Jeunesse", de l'"Organisation spéciale" et jusqu'en avril 1942, des Francs-Tireurs et Partisans Français ont participé principalement, mais non exclusivement, des Français de souche, autant en 1943, le gros de l'effort armé semblait avoir été assumé par des étrangers pour lesquels la France était devenue la seconde patrie. Leur mobilisation a été favorisée par l'organisation fondée par les communistes, la "Main d'oeuvre immigrée" (MOI) grâce à laquelle se sont créés des détachements ethniques; un premier — roumain, un deuxième — juif, un troisième — italien. Un quatrième, international, était chargé du sabotage ferroviaire, et en juillet 1943 fut mise sur pied une "équipe spéciale" chargée d'attentats. Outre l'Espagnol, Celestino Alfonso, l'Italien Spartaco Fontano, l'Allemand Léo Kneler, en faisaient partie deux Polonais — Raymond Kojitski (un rare qui a survécu), et Marcel Rajman (nous reparlerons de lui) — les deux d'origine juive³⁴. J'ajouterai que le premier commandant du détachement juif fut Leon Pakin, né en Pologne, un ancien de la

de balles.

³¹ Cf. M. Hénocq, *Les plaques commémoratives des rues de Paris*, Paris 1981, 2^e éd. 1984. Le texte de la plaque sur l'immeuble de la rue des Petites-Ecuries est comme suit: "Le 10 mai 1942, en cet endroit, sauvagement abattu par les balles boches, est mort glorieusement pour la France le FTP Feferman Maurice (alias "Fifi") âgé de 21 ans".

³² D. Diamant cite dans *Combattants*, à la page 50, la lettre écrite à La Santé le jour de l'exécution.

³³ Au carré des fusillés reposent 829 personnes — victimes d'exécutions; sur bien des tombeaux figure l'Etoile de David. Bela Elek, frère de Thomas Elek qui y est inhumé (l'un des accusés dans le procès Manouchian dont il sera encore question plus loin) m'a dit que les familles attachées à la tradition juive faisaient une sorte de pression sur les familles pleinement assimilées pour qu'elles acceptent de faire figurer l'Etoile de David également sur les tombes de leurs proches.

³⁴ Les données personnelles les plus précises se trouvent dans l'annexe sous le titre *Etat des effectifs des FTP-MOI parisiens juin 1942 - août 1944*, dans: B. Holban, *Testament. Après quarante-cinq ans de silence, le chef militaire de FTP-MOI de Paris parle*, Paris 1989, pp. 283-295.

guerre civile en Espagne, arrêté en juin 1942 et fusillé au Mont-Valérien le 27 juillet de la même année³⁵.

Il est très difficile d'établir quand exactement les brigades spéciales de police chargées de combattre la résistance, ont trouvé la piste qui, au bout d'une surveillance de plusieurs mois, a abouti en novembre 1943 à un démantèlement presque total de l'organisation FTPF-MOI. Il est à déplorer qu'un rôle important dans sa découverte ait été joué par deux personnes originaires de Pologne: la très jeune Lucienne Goldfarb et Joseph Davidovitch (né en 1905), ce dernier responsable politique, depuis mai 1943, de FTPF-MOI à Paris, arrêté le 26 octobre 1943³⁶. Son homologue responsable militaire était un Arménien — Missak Manouchian.

Le livre d'Arsène Tchakarian *Les francs-tireurs de l'affiche rouge* comprend une copie du rapport de police en date du 3 décembre 1943 avec des données précises des 67 personnes arrêtées en rapport avec l'activité "de l'organisation communiste terroriste MOI", sigle déchiffré à tort comme "Mouvement Ouvrier International". Il s'est révélé que 16 parmi les arrêtés, soit à peu près un sur quatre étaient nés en Pologne dont 5 à Varsovie. C'étaient les frères Marcel et Simon (Simcha) Rajman, Mosca Fingerchwajg et deux femmes — Sarah Dancinger et Guta Rozenstein³⁷. Dans ce document, il manque les noms de quatre personnes comparues dans le procès ouvert le 17 février 1944 devant la cour militaire allemande à l'hôtel Continental, rue de Rivoli³⁸. Il y manquait aussi Joseph Epsztejn, (pseudo: Colonel Gilles),

³⁵ Leon Pakin, né en 1909 à Tomaszów Mazowiecki a passé 8 ans en prison pour activité communiste. Depuis 1937, il a combattu dans les Brigades Internationales en Espagne. Il s'est évadé du camp où il était interné et depuis le printemps 1942 vivait à Paris. Pendant une action, le 29 juin 1942, il fut arrêté avec son ami Elia Wallach. Après la guerre, la veuve, Jeanne List, est venue en Pologne avec son fils, mais au bout d'un temps elle est rentrée en France. Pour sa relation, cf. A. Wiewiorka, *Ils étaient juifs, résistants, communistes*, Paris 1986.

³⁶ Dessins reconstituant les phases de l'établissement par la police des accointances entre les résistants communistes pris en filature (*La grande traque I-III: reconstitution de la filature*). Cf. S. Courtois, D. Peschanski, A. Rayski, *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris 1989.

³⁷ A. Tchakarian, *Les francs-tireurs de l'affiche rouge*, Paris 1986, pp. 219-231. Le rapport comprend les données personnelles des détenus, les griefs retenus contre eux, quelquefois aussi les résultats des perquisitions opérées dans les planques. Ainsi, chez Marcel Rajman, ont été trouvés 5 pistolets automatiques, grenades, et de nombreuses cartouches calibre 7,55.

³⁸ Le déroulement du procès est assez bien relaté dans les communiqués de l'Office français d'information, tels qu'ils sont cités par A. Tchakarian, *op. cit.*, p. 219-231.

chef militaire des FTPF-MOI pour trois départements de l'Ile-de-France, arrêté avec Missak Manouchian, son subalterne, le 16 novembre 1944 à Evry-Petit-Bourg.

Le procès de Manouchian et de 23 coaccusés était un événement si important qu'il n'y a pas un livre consacré à l'histoire de la France des années de la Seconde Guerre Mondiale et à plus forte raison de la résistance française, qui n'en fasse pas mention. Voici ce qu'écrit Jan E. Zamoj ski, versé en la matière: "(...) l'occupant cherchait à donner l'impression que les actions armées de la résistance étaient l'oeuvre d'étrangers. Aussi a-t-il sélectionné les 24 dont les noms devaient confirmer la thèse: les Polonais et «les Juifs originaires de Pologne», S. Kubacki, S. Grzywacz, J. Gedulig (M. Marciniak), M. Fingerchwajg, M. Rayman, W. Szapiro, W. Wajsbrot, G. Migdulski, L. Goldberg et, avec eux, un Espagnol, deux Roumains, cinq Italiens, deux Hongrois, deux Arméniens et trois Français dont un, R. Witchitz, d'origine polonaise"³⁹.

Kazimiera Maj, chercheuse qui n'est plus, dans son livre *Polscy komuniści we Francji 1919-1946 (Les communistes polonais en France 1919-1946)*, évoquant la lettre du PCF (...) à propos du procès des 23 (en fait, des 24) écrit dans une annotation: "Il s'agit ici d'un groupe de résistants sous le commandement du poète arménien Missak Manouchian (...). Pendant le procès, tirant le parti de la composition pluriethnique du banc des accusés, (3 Français, 2 Arméniens, 1 Espagnol, 1 Roumain, 8 Polonais, 5 Italiens, 3 Hongrois) l'occupant a cherché à faire accroire aux Français que le mouvement de résistance c'était un amalgame de terroristes étrangers. L'effet, toutefois, était entièrement différent de celui que visait l'occupant"⁴⁰. Je reviendrai encore à la campagne de propagande allemande et à la réaction qu'elle a suscitée. Ici, je tiens à citer la déclaration d'un homme qui mérite le nom de l'un des leaders de la résistance communiste à Paris sous l'occupation — j'ai à l'esprit Ludwik Gronowski. Dans une brochure éditée à Varsovie en 1950 sur les Polonais dans la Résistance française, après avoir affirmé que (...) "le procès des 24 a été transformé en une puissante manifestation

³⁹ J. Zamoj ski, *Polacy w ruchu oporu we Francji 1940-1945 (Les Polonais dans la résistance en France 1940-1945)*, Warszawa 1975, 111 pp.

⁴⁰ K. Maj, *Polscy komuniści we Francji 1919-1946 (Les communistes polonais en France 1919-1946)*, Warszawa 1971, pp. 117-118.

antifasciste et patriotique”, et fait état de la fière attitude des condamnés pendant l’exécution, il a écrit: “parmi les héros fusillés se trouvaient nos compatriotes: Kubacki, Martyniak et Rajman”⁴¹. Pourquoi ces trois seulement au lieu des huit, et pourquoi ces trois-là précisément?

Dans le procès de Paris, 24 personnes ont comparu devant la cour militaire dont une femme, une Juive roumaine, Golda (Olga) Bancic, et 9 personnes nées en Pologne: Jonas Geduldig (les Allemands n’ont pas établi son vrai nom et ont inculpé et condamné à mort un nommé Michel Martyniuk⁴² (et non Marci niak comme le veut J. E. Zamojski), Léon Goldberg⁴³, Szlama Grzywacz, Mosca (Maurice) Fingerwajg, Marcel Rajman, Salomon (Willy) Szapiro⁴⁴, Wolf Wajsbrot, Stanisław Kubacki et Gustaw Migatulski⁴⁵. Des deux derniers, Stanisław Kubacki n’avait certes, rien de commun avec le groupe Manouchian, mais c’était un membre actif de la résistance communiste⁴⁶, tandis que Gustaw Migatulski n’était semble-t-il — d’aucune conspiration et était seul dans ce procès à n’avoir pas été condamné, mais

⁴¹ L. Gronowski, *Polacy we francuskim ruchu oporu (Les Polonais dans la Résistance française)*, Warszawa 1950, 37 pp. Je soupçonne que c’est à dessein que l’auteur a sélectionné ces héros-là pour mettre en valeur le lien de ces résistants avec la Pologne. Gronowski lui-même a bien mérité de la Résistance communiste. Après la guerre, il retourna en Pologne, mais la quitta en 1968 à la suite de la campagne antisémite. Il a publié ses mémoires *Le dernier grand soir. Un juif de Pologne* (Paris 1980).

⁴² Jonas Geduldig, né en 1918 à Włodzimierz Wołyński, est parti pour la Palestine à l’âge de 16 ans. Dans les années 1937-1939, il participe comme artilleur à la guerre d’Espagne. Evadé du camp où il fut détenu après la chute de la république, il accéda en 1941 à Paris, au mouvement de la résistance communiste. Cf. D. Diamant, *Combattant*, pp. 184-185; A. Lisner, *Un franc-tireur juifraconté*, 2^e éd., Paris 1972, p. 73. Jonas Geduldig fut décoré à titre posthume de la Médaille de la Résistance Française, *Pages de Gloire des Vingt Trois*, Paris 1951.

⁴³ Léon Goldberg, né en 1945 à Łódź. Il entra dans la résistance après la déportation, en 1942, de ses parents. Cf. D. Diamant, *Combattants*, pp. 174-175.

⁴⁴ Salomon Szapiro, né en 1910 à Skala près de Cracovie. Jeune sioniste, il est parti pour la Palestine d’où il fut déporté pour activité communiste qu’il poursuivit de 1933 à 1938 à Vienne. Après l’Anschluss, il est parti pour la France où, en 1943, il entra dans FTPF. Cf. D. Diamant, *Combattants*, pp. 181-182.

⁴⁵ Gustaw Migatulski — le seul parmi les 24 inculpés à n’avoir pas été condamné. Il fut transmis aux autorités françaises. On ne sait pas ce qu’il est devenu.

⁴⁶ Stanisław Kubacki, né en 1908 à Stażyce. Il avait combattu dans les Brigades Internationales en Espagne. Arrêté le 7 décembre 1942, il fut sauvagement torturé. Deux ans plus tard, il a été associé de force au groupe Manouchian. Cf. G. Laroche, *On les nommait des étrangers*, Paris 1965, pp. 75-76; Ph. Garnier Raymond, *Affiche rouge*, Paris 1975, pp. 25-27.

transmis aux autorités françaises. Dans le cas de ces deux personnes, la propagande nazie, tout en les qualifiant de nationalité polonaise, ne leur a pas attribué l'origine ou race juive.

Puisque nous en sommes à cette campagne de propagande, disons qu'outre les comptes rendus du procès et les commentaires de presse, elle faisait appel aussi aux ciné-actualités⁴⁷, mais ce qu'elle a visé surtout c'était de compromettre les "terroristes" au moyen d'une affiche à grand tirage "Des libérateurs? La libération par l'armée du crime!" et d'une brochure intitulée *L'Armée du crime*. Les deux présentaient des photos de 10 personnes sélectionnées, ayant d'une part à attester du rôle décisif d'étrangers dans le groupe Manouchian et, d'autre part, à mettre en évidence les racines juives de la plupart d'entre eux.

Grâce au fait que Gaston Laroche⁴⁸ ("le colonel Matline"), dans son livre sur les immigrés dans la résistance française, a reproduit deux affiches l'une à côté de l'autre pour montrer l'écriteau de la résistance avec la réponse à la question s'il s'agissait de libérateurs, cette réponse était comme suit — "Oui! L'armée de la résistance!", j'ai remarqué une chose que personne avant moi n'a soulevée, à savoir que les deux affiches différaient l'une de l'autre par un détail: sur l'une, Witchitz est un "Juif hongrois", sur l'autre — un "Juif polonais"; en fait, il était né en France d'une mère Française de souche, et d'un père Juif polonais⁴⁹. Comme "Juif polonais", les deux affiches présentent Szloma Grzywacz⁵⁰, Wolf Wajsbrot⁵¹, Maurice Fingerchwajg et

⁴⁷ Des comptes rendus du procès par Pierre Malo ont paru dans les numéros consécutifs du "Matin" (1944, N° des 19, 20, 21, 22 février). Dans "France-actualité" de février 1944, le groupe Manouchian fut montré comme une bande d'assassins. Cf. Vidéothèque de Paris, film 4784.

⁴⁸ G. Laroche, *op. cit.*, pp. 24–25.

⁴⁹ Robert Witchitz, né en 1924, désigne en France pour les travaux forcés en Allemagne entra dans la résistance et prit part à 13 actions de combat dont la liste se trouve détaillée dans le rapport d'ensemble des Renseignements Généraux relatif au "groupe Manouchian" en date du 20 mars 1944 conservé aux archives parisiennes de la Préfecture de Paris. En 1959, Witchitz a été décoré à titre posthume de la Croix se Chevalier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur avec justification "Magnifique patriote arrêté pour faits de résistance le 11 novembre 1943, a été interné jusqu'au 21 février 1944, data à laquelle il est mort glorieusement pour la France". Cf. G. Laroche, *op. cit.*, pp. 90–91.

⁵⁰ Szloma (Szlama) Grzywacz, né en 1909 à Wołomin, domicilié à partir de 1936 à Paris, d'où il s'est rendu en Espagne pour combattre dans les Brigades Internationales. Après la chute de la république, interné dans les camps de Gurs et d'Argelès. Il s'en est évadé et rejoint la résistance française. Cf. D. Diamant, *Héros juifs*, pp. 168–169; G. Laroche, *op. cit.*, pp. 84–85. Le rapport des

Marcel Rajman. Les deux derniers, je tiens à leur accorder un peu plus d'attention.

Mosca, plus tard, pour les Français, Maurice Fingercwajg, naquit en 1924; trois ans plus tard ses parents s'installent à Paris. Son père, tailleur, devenu veuf élève tout seul ses trois fils. Les deux, plus âgés, Jacques et Léon, sont actifs dans le mouvement communiste des jeunes, Maurice travaille comme tapissier. En 1941, le plus âgé, Jacques, s'est trouvé dans le camp de Beaune-la-Rolande, de 16 juillet 1942, le père et Léon sont pris dans une rafle; tous les trois ont été déportés et ont péri en déportation. Sans famille, se cachant à la campagne, le cadet s'associa à la lutte armée contre l'occupant, d'abord dans les rangs du deuxième détachement des FTPF-MOI, puis il a été affecté à une équipe chargée de faire sauter des trains. Arrêté en novembre 1943, torturé en interrogatoires, il a péri au Mont-Valérien le 21 février 1944. A titre posthume, en 1947, il a été décoré d'une Médaille de la Résistance⁵². Il est navrant que quand, en 1945, le quotidien "Głos Ludu" a publié la "Liste des Polonais tombés en France dans la lutte contre l'invasisseur hitlérien", il y fût noté non pas comme Fingercwajg mais comme Moska Fingerzweig⁵³.

Une telle méprise a été épargnée au second "varsovien" de l'"affiche rouge" — Marcel Rajman (Rayman)⁵⁴. Né à Varsovie en

Renseignements Généraux en date du 20 mars 1944, comporte à son propos l'annotation "nationalité polonaise", sans mention "Juif", c. 149.

⁵¹ Wolf Wajsbrot, né en 1925 à Kraśnik d'où sa famille a émigré en France. Pendant la rafle mémorable des Juifs du 16 juillet 1942, ses parents furent arrêtés, expédiés vers le camp de Drancy, puis déportés. A 17 ans, Wolf Wajsbrot donne accès à la résistance. Il a dit au procès qu'il se sentait obligé de combattre l'occupant, l'arme à la main. Cf. D. Diamant, *Combattants*, p. 183.

⁵² Pour des données sur M. Fingercwajg, cf. D. Diamant, *Héros juifs*, pp. 169-170; Le même, *Combattants*, pp. 178-179; G. Laroche, *op. cit.*, pp. 76-78.

⁵³ "Głos Ludu" 1945, N° 306. La liste comprend quelque 200 noms, parmi lesquels les résistants nommés dans mon article: Nathan Dyskin, Stanisław Kubacki, Michał Martyniuk (sans le nom authentique de Geduldig), Munie Nadler, Pakin (sans le prénom de Léon), Marcel Rajman, Wolf Wajsbrot et Moska Fingerzweig (orthographe erronée du patronyme).

⁵⁴ L'inscription sur la plaque funéraire au cimetière d'Ivry, proclame: *Rajman Mieczysław* (il aurait dû être: *Mieczysław*, absence du prénom Marcel). Dans le rapport des Renseignements Généraux en date du 20 mars 1944, se lit Marcel Rajman; comme dans les comptes rendus de presse du procès; sur la liste des fusillés du 21 février 1944 (14 h. 40) — Marcel Mieczysław Rajman. L'auteur de

1923, il y passa les premières huit années de sa vie: depuis 1931, avec ses parents, il vécut à Paris. Depuis 1942 il faisait partie des plus courageux parmi les soldats de la résistance, forçant l'admiration de ses supérieurs et de ses compagnons d'armes⁵⁵. Il prit part aux attentats les plus retentissants de 1943⁵⁶. Malheureusement, il n'a pas remarqué que depuis de longs mois il se trouvait sous l'observation de la police qui établissait ses contacts et ses accointances. Son arrestation eut lieu le 16 novembre 1943, le même jour que celle de Manouchian et d'Epsztejn. Peu après, son frère Simcha (Simon) se trouva en prison, de même que sa mère. Chana née Peltin, tous deux déportés par la suite — la mère périt en déportation, le frère, après la guerre, est rentré en France où il vit jusqu'à nos jours⁵⁷. Je lui ai adressé une lettre; elle est restée sans réponse. Marcel Rajman, tout comme les autres hommes condamnés au procès le 21 février 1944. La maison qu'il habita, 1, rue des Immeubles Industriels, porte une plaque commémorative dont le texte se finit par les mots "(...) mort pour la France"⁵⁸.

Pour terminer, je tiens à évoquer un homme dont le nom est déjà apparu dans ce texte — Joseph Epsztejn qui, de 1929 à 1931, avait étudié le droit à l'Université de Varsovie⁵⁹. Engagé dans une

la note biographique, D. D i a m a n t, écrit conséquemment: Marcel Rayman. Cf. D. D i a m a n t, *Héros juifs*, pp. 161–164; Le même, *Les Juifs la résistance française 1940–1944. Avec armes ou sans armes*, Paris 1971, pp. 276–279.

⁵⁵ Albert Ouzoulias écrit que les compagnons d'armes de Marcel Rajman l'ont surnommé "Tchapaïev". Cf. A. Ouzoulias, *Les fils*, p. 356. Celui qui l'évoque avec une vive admiration est A. Rayski, *Nos illusions perdues*, Paris 1981, p. 153.

⁵⁶ Il prit part à l'attentat manqué contre le commandant (le 28 juillet 1943) et à l'attentat réussi contre le dr Julius Ritter, responsable en France de la déportation des Français aux travaux forcés en Allemagne (le 28 septembre 1943). Pendant le procès, Rajman a déclaré avoir abattu Ritter, alors qu'en réalité celui qui tirait sur lui était Léo Kneler qui échappa à l'arrestation, survécut à la guerre et s'établit par la suite en République Démocratique Allemande. Cf. B. Hołban, *op. cit.*, p. 121.

⁵⁷ Cf. A. Tchakarian, *op. cit.*, pp. 226 et 228.

⁵⁸ M. Hénocq, *op. cit.*, p. 121.

⁵⁹ Les archives de l'Université de Varsovie conservent les actes d'étudiant de Józef Epsztejn (matricule RP 31532) avec des photos inédites. N'en a pas fait usage Seweryn Ajzner, auteur de l'article sur Epsztejn dans *Słownik biograficzny działaczy polskiego ruchu rewolucyjnego (Dictionnaire biographique des militants du mouvement révolutionnaire polonais)*, tome 2, Warszawa 1987, p. 41. Il existe aussi, mais le même auteur n'en fait pas mention, le livre de Moshe Zalcm a n Joseph Epszstein alias Colonel Gilles, *De Zamosc en Pologne au Mont Valérien*, Paris 1984. Cf. aussi J. Kowalewski, "Trybuna Wolności" 1948, du 6–12 janvier, et

activité communiste illégale, il fut arrêté en 1931 à Zamość; libéré contre une caution, il s'évada par la Tchécoslovaquie en France. Là, à Bordeaux, il a terminé ses études, et en 1936, passa en Espagne où il adhéra aux Brigades internationales. Comme officier d'artillerie dans le groupe Anna Pauker, par deux fois blessé, il se distingua dans les combats. En 1940, il se présenta au centre de formation de l'Armée polonaise à Coëtquidan qu'il a pourtant quitté, froissé par l'antisémitisme. Il entra dans l'armée française, prit part à la campagne de 1940, fait prisonnier il s'évada du stalag. Il pénétra en Suisse où, au consulat français à Genève, il s'est fait faire une carte d'identité nouvelle pour le nom de Joseph Estain, né en France le 16 octobre 1910 (en fait, il était né jour pour jour un an plus tard à Zamość)⁶⁰. Les mérites de Joseph Epsztejn pour le mouvement communiste en France sous l'occupation sont difficiles à surestimer. Albert Ouzoulias, le chapitre de son livre, *Les fils de la nuit* consacré à lui, intitulera *Le Dombrowski des combats de Paris*⁶¹. C'est Epsztejn qui était l'auteur de la conception d'attaquer l'ennemi à coups de grands groupes de combat au lieu de procéder à des attentats individuels⁶².

Les policiers de la Brigade Spéciale qui l'ont arrêté le 16 novembre 1943, ont vite su (où le savaient déjà) qui ils avaient en main. Le rapport de police en date du 9 décembre 1943 le qualifiait du "(...) plus important responsable militaire d'Inter-région Parisienne". Ils savaient son appartenance au PCF et sa participation à la guerre d'Espagne⁶³. Il se pose la question

M. Romanowicz, *Le Colonel Gilles*, "Za Wolność i Lud" 1964, N° 8.

⁶⁰ Stéphane Courtois, Denis Peschanski et Adam Rayski n'excluent pas que Józef Epsztejn ait travaillé pour les renseignements soviétiques. Cf.: S. Courtois, D. Peschanski, A. Rayski, *op. cit.*, p. 327; D. Diamant, *Héros juifs*, pp. 93-95.

⁶¹ A. Ouzoulias, *Les fils*, pp. 345-362, parle de lui en ces termes: "C'était l'une des figures les plus prestigieuses de la résistance. Son nom, hélas, reste encore inconnu de la plupart des Français, comme il le fut des nazis, malgré les pires tortures". Epsztejn fut décoré à titre posthume en France d'une Légion d'Honneur et d'une Croix de guerre avec Palmes.

⁶² Cf. J. Zamojski, *op. cit.*, p. 65. Diamant le qualifie de stratège des FTFF. Cf. D. Diamant, *Les Juifs dans la résistance*, pp. 282-283.

⁶³ F. Couderc, dans son livre *Les R.G. sous l'occupation. Quand la police française traquait les résistants*, Paris 1992, insère comme annexe XIV/1 le rapport de police faisant après l'arrestation de "Joseph Estain" et la série d'interrogatoires, en date du 9 décembre 1943. Philippe Robrieux (*L'Affaire Manouchian. Vie et mort d'un héros communiste*, Paris 1986, p. 427) n'identifie pas Estain avec Epsztejn.

pourquoi il ne fut pas associé aux accusés du procès de Manouchian et compagnons. Je pense — sans en avoir la certitude — que ni la police française ni les Allemands n'ont pas découvert son origine juive. Les papiers trouvés sur lui étaient pour le nom de Joseph Andrej ou Andry, son pseudo d'Espagne, et c'est sous ce nom qu'après son exécution le 11 avril 1944, il a été enterré au cimetière d'Ivry⁶⁴. Je pense que la police, dès que les papiers "genevois" pour le nom d'Estein étaient tombés entre ses mains, les a reconnus comme authentiques, et tenait Epstein lui-même pour un Français de souche. Comme tel, il n'était pas fait pour être chef de terroristes étrangers. Les Allemands ont préféré montrer dans ce rôle Missak Manouchian.

Bien qu'il soit facile de tirer une conclusion de ce que j'ai écrit, il semble opportun d'expliquer d'où venait qu'à Paris il s'est constitué une si nombreuse collectivité de Juifs venus de Pologne, et aussi ce qu'ils sont devenus. Il y eut dans l'entre-deux-guerres plus d'une cause de l'émigration de Juifs de Pologne en France, mais la plus importante était la raison économique, soit la quête d'un travail et des moyens de vivre. La plupart de ces émigrés étaient citoyens polonais qui avaient des passeports polonais et qui, dans les statistiques françaises étaient qualifiés de Polonais. C'est dans les années de la Grande Dépression qu'ils étaient les plus nombreuses (55 269 en 1929 et 54 907 en 1930)⁶⁵. Une autre raison tout aussi importante des départs c'était l'antisémitisme dans notre pays. Mais cette raison n'était pas seule puisqu'il y eut aussi le mirage de l'Occident, l'attrait de Paris comme centre culturel, l'envie d'étudier dans cette ville et d'y faire une carrière scientifique. Et traditionnellement, Paris était le refuge des militants politiques persécutés en Pologne, pas forcément communistes. Ces derniers débarquaient sur les bords de la Seine après la fin de la guerre civile en Espagne.

⁶⁴ A. Ouzoulias écrit que J. Epsztejn fut enterré sous son pseudo d'Espagne — Joseph Andrej (*Les fils*, p. 361), alors que sur la tombe au cimetière d'Ivry se lit: *Epsztejn dit Andry Joseph*. En France vit son fils, Geoges Duffau, ingénieur.

⁶⁵ B. Vormeier, *La République française et les réfugiés et immigrés d'Europe Centrale. Accueil, séjour, droit d'asile (1919–1939)*, dans: *De l'exil à la résistance. Réfugiés et immigrés d'Europe Centrale en France 1933–1945*, sous la rédaction de K. Bartošek, R. Gallisat et D. Peschanski, Paris 1989, p. 23.

Ainsi que l'écrit Michel Roblin, au printemps 1941, sur les 53 898 Juifs étrangers vivant dans le département de la Seine, 25 433, soit 47,2% étaient des Juifs de Pologne⁶⁶. C'est précisément contre eux qu'étaient dirigés les premières repréailles massives antijuives: sur les 3710 Juifs étrangers qui ont été arrêtés pendant la première rafle à Paris le 14 mai 1941, il y eut 3430 Juifs polonais⁶⁷. Serge Klarsfeld, auteur du bilan des victimes françaises de l'Holocauste, a calculé que sur environ 75 mille Juifs déportés de France, quelque 26 mille, soit presque 35%, étaient des Juifs de Pologne⁶⁸. Parmi les 67 693 détenus du camp de Drancy dans la région parisienne, il y eut 14 459 Juifs de Pologne soit à peu près un sur cinq était né en Pologne⁶⁹.

(Traduit par Hubert Krzyżanowski)

⁶⁶ M. Roblin, *Les Juifs de Paris*, Paris 1952, p. 185. Pour des renseignements sur les Juifs de Pologne à Paris, cf. D. H. Weinberg, *A Community on Trial. The Jews of Paris in the 1930s*, Chicago 1972 (version française: *Les Juifs à Paris de 1933 à 1939*, Paris 1974). Entièrement sans valeur est le livre de Jonathan Boyarin, traduit en polonais *Żydzi polscy w Paryżu. Etnografia pamięci (Les Juifs polonais à Paris. Une ethnographie de la mémoire)*, Kraków 1997.

⁶⁷ S. Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz*, pp. 15-17.

⁶⁸ S. Klarsfeld, *Le Mémorial de la Déportation des Juifs de France*, Paris 1978, sans pagination.

⁶⁹ S. Klarsfeld *Le Calendrier de la persécution des Juifs en France 1940-1944*, Paris 1993, pp. 1126-1127.